Un monde désenchanté

Gérard Boismenu,
Les Presses de l’Université de Montréal, août 2022, 250 p.

Les sociétés démocratiques occidentales— je pense à l’Europe de l’Ouest et à l’Amérique du Nord — sont tiraillées par des tensions, des dénonciations, un désengagement, l’éclatement des repères et un déficit d’adhésion. Plutôt que de s’inquiéter de l’humeur du temps, il faut porter un intérêt aux signes qui se confirment et se généralisent dans la vie sociale et politique de ces sociétés. Ce qui peut être perçu comme crise sociale, crise politique, crise de valeurs, fracture culturelle, politique des extrêmes, pratiques populistes, composent autant de facettes d’une image d’ensemble.

Le modèle de développement engendre de grandes disparités, les dynamiques entre les acteurs sociaux et politiques sont enrayées, la cohésion sociale d’ensemble est plombée, les radicalités politiques font irruption et les extrêmes séduisent. À cela, on peut ajouter les signes de mal-être, le cynisme politique, un sentiment exacerbé d’injustice, l’affirmation que « tout est pareil » sur l’échiquier politique, l’intérêt accordé aux rhétoriques basées sur la colère et les solutions faciles, la crise des institutions politiques, et le sentiment de perte et de déclassement qui est porté par les classes moyennes et populaires. Ce n’est pas inédit et encore moins singulier, car ces phénomènes sont présents dans toutes les sociétés de démocratie occidentale. Mais leur intensification et le rejet fréquent des canaux conventionnels de représentation politique sont des manifestations marquantes de la période contemporaine

Il faut y voir des manifestations de mouvements souterrains qui parcourent le tissu social dans la durée. L’identification des principaux facteurs qui sous-tendent ce monde désenchanté suit une démarche transversale qui met en évidence, d’une part, les dimensions structurelles et organisationnelles (économiques, sociales et politiques), qui cadrent les conditions d’existence des populations et, d’autre part, les conditions subjectives dans lesquelles sont vécus les rapports d’inégalité, les risques dans les cheminements de vie, le sentiment d’impuissance devant les impasses sociales et politiques, et les rapports sociaux dans leur intersubjectivité.

Un *monde désenchanté* évoque la désillusion, le découragement, la déception, la consternation, l’infortune, le désabusement et la désespérance face à une détérioration des conditions de vie d’un grand nombre et à un horizon social et politique bouché. Ce monde est désenchanté, car, sous plusieurs aspects, c’est le lien social qui se délite. La détérioration relative des conditions économiques et sociales d’existence, qui touche une partie significative de la population, est vécue comme une atteinte au lien social, dont découle une perte d’adhésion, au moins passive, à l’ordre social. Cela ne se manifeste pas d’abord par une opposition frontale du plus grand nombre, mais plutôt par un éclatement des représentations, un morcellement des organisations et des lieux d’action, une crise de légitimité des institutions, le cynisme politique et le rejet des règles du jeu.

L’analyse se doit d’être transversale au sens où les seuls facteurs économiques, ou politiques, ou sociaux ne sauraient être considérés séparément, car ils constituent un ensemble qui fait sens. Cette interconnexion permet de donner de la perspective et de nuancer l’appréciation. La priorité est donnée à l’intersection entre les *conditions de vie,* appréhendées et repérables par des données qui combinent une diversité de facettes, et la *dimension intersubjective des relations sociales,* qui donnent sens à sa condition dans l’organisation des rapports sociaux. L’inégalité, par exemple, se vit non seulement par la pyramide des revenus, mais à travers la représentation, la distanciation et le traitement des personnes.

Ma démarche combine deux grands champs d’investigation, soit la *répartition des ressources* et la *représentation sociale et politique*. La *répartition des ressources*, qui couvre le patrimoine économique, familial et culturel, ainsi que le capital symbolique et les conditions de socialisation, permet d’appréhender la structuration de la société. Par ce biais, on constate que les inégalités s’approfondissent et se diversifient, que le chômage, la pauvreté et la précarité donnent au thème de l’inclusion tout son actualité, aussi bien pour l’insertion professionnelle, la participation au corps social, la reconnaissance du statut social de chacun et la socialisation/stigmatisation. On peut imaginer qu’une plus ou moins grande inégalité de ressources entre les groupes sociaux est porteuse d’une série de comportements ou de représentations qui modifient la pratique des acteurs, la compréhension de leurs intérêts et la perception des institutions de la société.

Il faut pourtant se méfier d’une vision mécanique induite par la répartition, car beaucoup porte sur les processus dans le *champ de la représentation* s’ouvre sur plusieurs dimensions dans le mode d’existence et de formalisation des idées, autant dans leur dimension théorique, pratique et institutionnelle. La représentation est insufflée par le récit que l’on entretient sur l’ordre social et politique, et sollicite ce que l’on appelle la culture sociale et politique, qui se diffuse dans les ramifications de la société. La façon de penser l’intervention publique s’est fondamentalement renouvelée, les grands compromis ont été revus dans leur contenu et dans la désignation des acteurs, les formes organisationnelles et les orientations partisanes ont connu un réalignement, au même moment où leurs audiences se laminaient, les partis de gouvernement de gauche et de droite ont perdu de leur lustre et de leur aura, dégageant un espace politique pour l’expression de courants de pensée concurrents.

Au total, le régime de croissance, qui exclut une large partie de la société et qui a du mal à mobiliser et à susciter l’adhésion, se couple à un ordre politique défaillant, incapable de dégager des perspectives rassembleuses, et grugé par une perte de légitimité.